POUR DES SÉRIES LONGUES D'OBSERVATION
L'ANALYSE DES RELATIONS ENTRE POLITIQUES D'AJUSTEMENT ET MIGRATIONS INTERNES

Patrick GUILLAUMONT[*]

Notre propos est d'illustrer l'importance pour la politique économique de l'observation sur de nombreuses années d'une même population, du type des enquêtes à passages répétés que Pierre CANTRELLE initia au Sénégal il y a trente ans (CANTRELLE 1969, 1974). A vrai dire ces observations suivies engagées au cours des années soixante étaient essentiellement d'ordre démographique, et il est bien regrettable qu'elles n'aient pu être d'emblée élargies à diverses variables économiques, comme cela fut en vain alors envisagé, notamment par Pierre CANTRELLE et l'auteur de ces lignes. Un instrument d'analyse sans équivalent serait maintenant disponible. Un exemple sera donné in fine de l'usage que l'on peut faire des séries démographiques de l'ORSTOM – "séries sérères" – lorsque des séries économiques peuvent leur être associés.

Si de telles séries mixtes, démographiques et économiques, avaient été disponibles, fût-ce sur des espaces ou des ensembles limités, elles auraient pu notamment alimenter la réflexion sur la question étonnamment négligée des relations entre les politiques macro-économiques et l'évolution démographique. Certes les politiques macro-économiques, en particulier les politiques d'ajustement mises en œuvre durant les années quatre-vingt, peuvent paraître concerner le court terme, alors que les changements démographiques s'inscrivent dans le long terme. Mais on sait que les politiques d'ajustement, notamment les politiques d'ajustement structurel, ont pour objet de modifier durablement et parfois profondément les conditions macro-économiques de l'activité ; elles peuvent alors infléchir les tendances démographiques. Cette question a été abordée indirectement à travers l'analyse des conséquences sociales de

[*] Économiste, Université d'Auvergne

ORSTOM
CENTRE DOCUMENTATION
Montpellier

l'ajustement, objet d'une immense littérature : en examinant les conséquences de l'ajustement sur la pauvreté, on s'intéressait inévitablement à la santé et donc à la mortalité. Les effets des politiques d'ajustement sur la fécondité, fort complexes au demeurant, ont été en revanche quasiment absents des analyses. Il est en tout cas un domaine "démo-économique" où l'on aurait pu attendre de nombreuses analyses des effets de l'ajustement, c'est celui des migrations des campagnes vers les villes[1]. Curieusement la réflexion sur la croissance urbaine dans les pays en développement s'est poursuivie depuis quinze ans quasiment sans référence aux réformes des politiques économiques simultanément intervenues.

Nous allons brièvement indiquer dans ce qui suit ce que, sur la base des raisonnements théoriques, on peut attendre des politiques d'ajustement en matière de migrations vers les villes, puis nous interroger sur la façon de tester les hypothèses avancées, ce qui permettra d'illustrer le besoin d'observations démo-économiques.

HYPOTHÈSES SUR LES RELATIONS ENTRE AJUSTEMENT ET MIGRATIONS : LE RÔLE DES PRIX AGRICOLES

Les hypothèses sur les relations entre ajustement et migrations peuvent être résumées ainsi : l'ajustement structurel, tel qu'il se définit en théorie, a normalement pour effet de freiner le rythme des migrations des campagnes vers les villes africaines, mais les politiques d'ajustement effectivement mises en oeuvre n'aboutissent pas nécessairement à ce résultat.

L'ajustement structurel a théoriquement pour objet de réduire le déficit extérieur sans diminuer la croissance, ce qui implique un changement de la structure de la production au profit des biens exportables ou importables, biens dits (internationalement) échangeables. Le changement est principalement attendu d'une augmentation du prix relatif de ces biens (ce que l'on appelle le "taux de change réel"). Comme les biens agricoles sont dans leur majeure partie des biens échangeables, on considère que l'ajustement structurel a normalement pour effet d'accroître, toutes choses égales d'ailleurs, le prix relatif des biens

1 Une exception a été donnée récemment sur le plan méthodologique par MONTGOMERY (1993).

agricoles (GUILLAUMONT 1993, 1994). Si tel est le cas, il doit contribuer à une augmentation des revenus ruraux par rapport aux revenus urbains. De plus la baisse du niveau des salaires réels (urbains) et les licenciements causés par les restructurations industrielles ou la remise en ordre de la fonction publique doivent contribuer à réduire l'écart entre les revenus espérés en ville et à la campagne. Dans la mesure où le flux de migrations des campagne vers les villes, selon les hypothèses couramment admises, sont sensibles à ce niveau relatif de revenu, l'ajustement structurel doit contribuer à réduire le flux net de migrations des campagnes vers les villes.

Le ralentissement de l'exode rural attendu de l'ajustement structurel peut apparaître comme la manifestation d'une réduction du "biais urbain", dont ont souffert beaucoup de pays en développement au cours des années soixante et plus encore soixante-dix. Le biais urbain était alors associé à différents aspects des politiques de développement, notamment une forte taxation des productions agricoles d'exportation, la protection des industries (urbaines) de substitution à l'importation et la surévaluation des taux de change, tous facteurs qui avaient contribué à la réduction du prix relatifs des biens agricoles[2]. Ainsi l'atténuation du biais urbain attendu de l'ajustement structurel conduit-elle normalement à freiner le rythme de l'exode rural.

Mais on ne peut attendre pour autant que les politiques d'ajustement menées durant les années quatre-vingt se sont nécessairement accompagnées d'une réduction du biais urbains et du rythme des migrations vers les villes. Deux autres considérations principales sont à introduire.

En effet le prix réel ou relatif payé aux producteurs agricoles ne dépend pas seulement de la politique économique : il est aussi fonction de l'évolution (en termes réels) des prix internationaux des produits agricoles. Or le plus souvent notamment, pour les pays africains, ces prix ont eu tendance à baisser fortement au cours des années quatre-vingts.

2 La politique de dépense publique avait d'autre part pour effet d'amplifier plutôt que de corriger cette redistribution de revenu des campagnes vers les villes.

D'autre part la politique d'ajustement effectivement mise en oeuvre a pu se traduire par des arbitrages différents de ce que l'on attend de l'ajustement structurel : il est apparu en effet que paradoxalement les pays dont les taux de dévaluation ont été les plus élevés sont aussi ceux où le prix réel des produits agricoles a le plus baissé (GUILLAUMONT et GUILLAUMONT-JEANNENEY, 1994a, 1994b). Ceci s'explique principa-lement par le fait que les gains nominaux de la dévaluation ont été utilisés par les États pour accroître leurs prélèvements et réduire leur déficit. Souvent aussi la dépréciation nominale de la monnaie a entraîné une inflation induite, et mal contrôlée, de telle sorte que la baisse du taux de change réel et l'amélioration attendue du prix réel payé au producteur ont été limitées.

Enfin, si dans un premier temps l'ajustement structurel est susceptible d'accroître le chômage urbain, il doit au contraire favoriser à terme sa réduction grâce à l'augmentation de compétitivité. Celle-ci en effet doit contribuer, à terme, à accroître l'emploi manufacturier urbain et d'une façon générale à entraîner une augmentation du produit national brut (PNB) par tête, laquelle est un facteur "structurel" de l'urbanisation.

MIGRATIONS OBSERVÉES ET AJUSTEMENT : TESTS DES HYPOTHÈSES

Les hypothèses précédentes sont difficiles à tester en raison du manque de données observables sur les migrations.

Le plus souvent les études sur les facteurs migratoires reposent sur des méthodes transversales et utilisent des données d'enquête relatives à différentes catégories de migrants, à un moment donné et dans un pays donné. Mais ce type d'enquête n'est guère approprié pour tester des hypothèses relatives aux effets de la politique économique, puisque celle-ci ne varie qu'entre pays ou au cours du temps pour un même pays. Ainsi pour la question qui nous intéresse peut-on concevoir deux façons de procéder, l'une transversale, par comparaison de pays ayant mené des politiques différentes, l'autre longitudinale ou en série temporelle, pour un même pays dont la politique a changé. Les limites de la première nous amèneront à préciser les avantages de la seconde et le besoin de recueillir les données qu'elle requiert.

Il existe des données sur le taux d'urbanisation de la majorité des pays, à des dates variées. Dans la mesure où l'on connaît (ou peut raisonnablement supposer) les facteurs qui, indépendants de la politique économique, influencent normalement le taux d'urbanisation, il est possible de chercher à partir de ces données à repérer l'effet exercé, à travers les migrations, sur le taux d'urbanisation par la politique économique : l'écart par rapport au taux d'urbanisation "normal", celui que l'on peut attendre des structures fondamentales du pays, constitue même un indicateur synthétique du biais urbain (pro ou anti) de la politique économique.

Dans des travaux antérieurs (GUILLAUMONT 1988, GUILLAUMONT et LEFORT, 1993), on a tenté à la fois de mesurer ce biais urbain et de tester certaines hypothèses relatives à l'effet de la politique économique sur les migrations et donc l'urbanisation. Par exemple, on a testé les deux modèles suivants pour expliquer le taux d'urbanisation (u) en 1985 d'un échantillon de pays en développement :

(1) u = f (log y, log S, VTE)
+ + -

(2) u = f (log y, log S, VTE, SEC, PO)
+ + - + -

avec y : PNB par tête
S : la superficie du pays
VTE : la variation des termes de l'échange entre 1975 et 1985
SEC : le taux de scolarisation secondaire
PO : un indicateur de politique économique, exprimant l'ouverture du pays sur l'extérieur
+ - : signe attendu de l'effet de chaque variable

Pour les raisons plus longuement exposées ailleurs (ibid), on attend que le coefficient des différentes variables ait un certain signe : le taux d'urbanisation est supposé augmenter (moins que proportionnellement) avec le PNB par tête et avec la dimension du pays (facteur de diversification des activités) ; il est supposé moindre après une période d'amélioration des termes d'échange et à la suite d'une politique de dépréciation réelle de la monnaie ou plus généralement d'ouverture sur l'extérieur, ainsi que cela découle des hypothèses formulées dans

la première partie de cette note. De fait, les coefficients estimés sont apparus avoir le signe attendu et sont statistiquement significatifs, ce qui permet de ne pas rejeter les hypothèses avancées. Le coefficient de détermination du modèle (1) est de 65 %, celui du modèle (2) atteint 79 %. Le résidu de la fonction (1), écart entre le taux observé et le taux attendu d'urbanisation, fournit un indicateur de "biais urbain". Et la fonction (2) permet de maintenir l'hypothèse qu'une politique d'ouverture, c'est-à-dire de compétitivité, exerce une influence négative sur les migrations des campagnes vers les villes donc sur l'urbanisation.

Mais une telle fonction estimée sur données nationales transversales ne permet pas directement d'analyser ce qui s'est effectivement passé au cours des années quatre-vingt, disons de 1986 à 1994 (ou même 1990). Il est certes possible de dynamiser le modèle précédent en utilisant une fonction où l'on cherche à expliquer la variation du taux d'urbanisation, en tenant compte naturellement de l'effet normal du taux d'urbanisation initial (ce que l'on a fait pour la période 1970-1980, GUILLAUMONT, 1988). Mais il convient d'être extrêmement prudent si l'on cherche à expliquer les écarts entre pays de la variation du taux d'urbanisation (surtout entre 1980 et 1990), du fait que souvent les taux publiés par les organisations internationales reflètent les extrapolations plutôt que des observations, ce qui les rend impropres à l'analyse envisagée. Aussi est-on ramené à rechercher des séries temporelles suffisamment longues pour tester les hypothèses relatives aux effets de la politique économique sur les migrations.

De telles séries, comme on l'a dit, sont extrêmement rares. Une exception remarquable est constituée par les "séries sérères" de l'ORSTOM, dues à l'impulsion initiale de Pierre CANTRELLE. Les séries démographiques réalisées et analysées par Michel GARENNE (à paraître) sur huit villages de l'arrondissement de Niakhar dans la Région du Sine au Sénégal, villages qui composent la communauté rurale de Ngakokhem, ont été utilisées par CHAPON (1992, 1993) qui a cherché à expliquer l'évolution du rythme annuel des migrations à partir de ces villages en prenant en compte divers facteurs, dont certains résultent directement de la politique économique, en particulier le prix payé au producteur d'arachide Le modèle, log linéaire retenu par CHAPON est le suivant, on a indiqué sous les variables le signe attendu, et significativement obtenu ($R^2 = 0,85$)

M = f (P, L, Ir, pa)
+ - + -

M = nombre d'émigrants vers Dakar
P = effectif de la population
L = moyenne pluviométrique de l'année
Ir = instabilité des rendements d'arachide au cours des trois années précédentes (indicateur de perception de risque)
pa = prix réel net payé au producteur d'arachide

L'élasticité de la migration vers Dakar au prix réel payé pour l'arachide est estimée à environ 2,5, ce qui traduit l'importance de cette variable influencée à la fois par la politique économique et par les prix internationaux[3].

Dans une autre étude, Le GOFF (1992) a pu utiliser, avec les conseils de Pierre CANTRELLE, les données (peu communes) de l'état-civil de Saint-Louis de 1960 à 1988, de façon à reconstituer une série de flux nets d'immigration. Il a pu ainsi à partir de diverses données d'autres sources estimer et retenir une fonction de migration (R^2 = 0,88) dans laquelle interviennent certaines variables directement influencées par la politique économique, telles que le prix payé pour la canne à sucre ou les investissements réalisés dans le secteur primaire, deux facteurs qui agissent de façon significativement négative sur le flux migratoire[4].

Il faudrait naturellement disposer de nombreuses études de ce type pour pouvoir apprécier convenablement l'effet de la politique économique et plus particulièrement l'effet des politiques d'ajustement menées depuis quinze ans sur les migrations. Le rythme de l'urbanisation représente en effet un enjeu crucial des politiques d'ajustement et des stratégies de développement.

3 Un modèle dont les coefficients y sont estimés est également construit pour les migrations vers les autres villes et vers les Terres-Neuves.
4 Les autres variables significatives sont le prix du mil (+), le rendement du maïs dans la Région du Fleuve (-), les surfaces agricoles irriguées (-), le rendement de l'arachide dans la Région du Sine (-).

C'est l'occasion de reconnaître une fois encore la valeur des orientations de recherche démographique engagées par Pierre CANTRELLE[5], de regretter que l'on ait tant négligé les observations suivies dans le domaine économique et espérer qu'enfin soient mis en oeuvre des instruments permanents d'observation à la fois démographique et économique.

BIBLIOGRAPHIE

CANTRELLE (P.), 1969 – Étude démographique dans la région du Sine-Saloum (Sénégal). Etat-civil et observation démographique, Travaux et documents de l'ORSTOM, N° 1, ORSTOM, Paris, 121 p.

CANTRELLE (P.), 1974 – La méthode d'observation suivie par enquête à passages répétés, OS/EPR, Laboratories for Population Statistics, The University of North Carolina at Chapel Hill, Scientific Report, Series N° 14, 36 p.

CANTRELLE (P.), DIOP (J.L.), GARENNE (M.), GUEYE (M.), SADIO (A.) 1986 – "The profile of mortality and its determinants in Senegal, 1960-1980", in Determinants of Mortality Change and Differentials in Developing Countries, The Five-Country Case Study Project, Population Studies, N° 94, United Nations, New-York, pp. 86-116.

CHAPON (M-H.), 1993 – Les déterminants de l'émigration au Sénégal : rôle respectif de la politique économique et de l'environnement, CERDI (Études et Documents).

CHAPON (M-H.), 1992 – Déterminants et rôle de l'émigration dans la Région du Sine au Sénégal, mémoire de DEA d'économie du développement, CERDI, Université d'Auvergne.

GARENNE (M.), 1991 – "Dynamique d'une population sereer : Ngayokheme 1963-1989", in LERICOLLAIS (à paraître).

GARENNE (M.), CANTRELLE (P.), DIOP (J.L.), 1985 – "Le cas du Sénégal", in J.VALLIN et A. LOPEZ (edrs), La lutte contre la mort. Influence des politiques sociales et des politiques de santé sur l'évolution future de la mortalité, PUF, Paris, pp. 307-329. La version anglaise est parue dans Health policy, Social policy and mortality prospects, J. VALLIN et A. LOPEZ (edrs), Ordina, Liège, pp. 315-340.

GUILLAUMONT (P.), 1988 – "Urbanisation et biais urbain", in GUILLAUMONT (P.et S.), Stratégies de développement comparées. Zone franc et hors zone franc, Economica, p. 547-564.

5 Voir à titre d'exemple l'usage qui en a été fait dans P. CANTRELLE, J.-L. DIOP, M. GARENNE, M. GUEYE et A. SADIO (1986) ou dans M. GARENNE, P. CANTRELLE et J.-L. DIOP (1985).

GUILLAUMONT (P.), 1993 – "Politique d'ajustement et développement agricole", Économie rurale, N° 216, juillet-août, p. 20-29.

GUILLAUMONT (P.), 1994 – "Adjustment Policy and Agricultural Development", Journal of International Development, vol. 6, N° 2, p. 141-155.

GUILLAUMONT (P.), GUILLAUMONT-JEANNENEY (S.), 1994a – "Dévaluation et prix réels payés aux producteurs agricoles dans les pays en développement. Explication d'un paradoxe", in BENOIT-CATTIN (M.), GRIFFON (M.) et GUILLAUMONT, P. (travaux coordonnés par), Économie des politiques agricoles dans les pays en développement, Vol. 2 - Les aspects macro-économiques, Ed. de la Revue Française d'Économie, p. 123-148.

GUILLAUMONT (P.), GUILLAUMONT-JEANNENEY (S.), 1994b – "Une évaluation transversale des performances : le rôle de la politique économique", in GUILLAUMONT (P. et S.), Ajustement et développement. L'expérience des pays ACP : Afrique, Caraïbes, Pacifique, chap. 7, Economica.

GUILLAUMONT (P.), LEFORT (C.), 1993 – "Facteurs structurels et politiques de l'urbanisation: hypothèses pour les années quatre-vingt", Cahiers de l'AIDELF, N° 5, PUF, p. 275-281.

LE GOFF (E.), 1992 – Influence de la politique économique sur les mouvements migratoires. Le cas de Saint-Louis du Sénégal, mémoire de DEA d'économie du développement, CERDI, Université d'Auvergne.

MONTGOMERY (M.), 1993 – "Migration Responses to Adjustment", in L. DEMERY, M. FERRONI and Ch. GROOTAERT, with J. WONG-VALLE, Edrs., Understanding The Social Effects of Policy Reforms, A World Bank Study, p. 100-113.

POPULATIONS DU SUD ET SANTÉ

PARCOURS ET HORIZONS

ORSTOM
Editions

TABLE DES MATIÈRES

***	Sommaire.....	3
J. Némo	Préface.....	5
***	Présentation.....	9

PREMIÈRE PARTIE
PIERRE CANTRELLE, L'HOMME ET LE CHERCHEUR

F. Gendreau, P. Livenais J. Vaugelade	Itinéraire Scientifique de Pierre Cantrelle.....	13
H. Domenach	L'"homo démographicus cantrellus" - Clin d'oeil scientifique à visage humain.....	21
F. Gubry	La nouvelle vie des anciens livres de démographie africaine.....	27
***	Bibliographie de Pierre Cantrelle.....	37

DEUXIÈME PARTIE
L'OBSERVATION, DOMAINE D'INNOVATION

M. Garenne	La morbidité et les causes de décès - La contribution du démographe.....	57
C. Z. Guilmoto	Trente ans plus tard le long du fleuve Sénégal... L'enquête de la MISOES à l'épreuve du temps.....	73
P. Guillaumont	Pour des séries longues d'observation - L'analyse des relations entre politiques d'ajustement et migrations internes.....	95
Ch. Scott and J. Cleland	Surveys on sexual behaviour in relation to AIDS - Problems of methodology.....	105
F. Gendreau	Pour un renouveau de l'observation démographique en Afrique au Sud Sahara.....	117

TROISIÈME PARTIE
COMPLEXITÉ DES SITUATIONS, DIVERSITÉ DES ANALYSES

P. Gazin	La mortalité infanto-juvénile et ses causes dans deux communautés rurales de l'ouest du Burkina Faso.....	135
A. Briend	Allaitement au sein, état nutrionnel, espacement des naissances et survie de l'enfant au Bangladesh.....	145
P. Gubry	Contribution à l'histoire de la mortalité au Cameroun (1890-1914) - L'apport de Kuczinsky.....	157
A. Franqueville	La mortalité infantile en Bolivie - Les raisons d'un retard à la baisse.....	169
B. Delpech	Malnutrition infantile chez les Noirs Marrons de Guyane et de Surinam.....	183
A. Guillaume, N. G. Koffi, P. Vimard	Santé de la mère et de l'enfant en Côte-d'Ivoire.....	201
J. Caldwell and P. Caldwell	The beginning of fertility decline in Sub-Saharan Africa.....	233
A. Froment	Biométrie contre génétique, ou comment aborder la variabilité biologique chez l'homme.....	245

QUATRIÈME PARTIE
POLITIQUES DE POPULATION ET RECHERCHE DÉMOGRAPHIQUE

D. Benoit	La planification familiale en Indonésie : des succès mais aussi des questions... et des problèmes en devenir.....	269
A. Bahri	Politiques de population en Afrique.....	287